

Art. 6. Lorsqu'en cas de manque partiel de travail, l'employeur instaure un régime de travail à temps réduit, le nombre maximal de journées de chômage est fixé à quatre quand il s'agit d'un régime hebdomadaire.

Art. 7. En application de l'article 51, § 1^{er}, alinéa 5, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, la notification visée à l'article 2, alinéa 4, doit mentionner :

1° la date à laquelle la suspension totale de l'exécution du contrat ou le régime de travail à temps réduit prendra cours et la date à laquelle cette suspension ou ce régime prendra fin;

2° les dates auxquelles les ouvriers seront en chômage.

Art. 8. Pour l'application du présent arrêté, est considéré comme jour de travail chaque jour pendant lequel on doit travailler normalement, conformément au régime de travail fixé au règlement de travail.

Art. 9. Le présent arrêté produit ses effets le 25 mai 2011 et cesse d'être en vigueur le 24 mai 2013.

Art. 10. Le Ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 juin 2011.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre
et Ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances,
chargée de la Politique de migration et d'asile,
Mme J. MILQUET

—
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 3 juillet 1978,

Moniteur belge du 22 août 1978.

Loi du 29 décembre 1990,

Moniteur belge du 9 janvier 1991.

Loi du 26 juin 1992,

Moniteur belge du 30 juin 1992.

Loi du 30 décembre 2001,

Moniteur belge du 31 décembre 2001.

Art. 6. Wanneer de werkgever, bij gedeeltelijk gebrek aan werk, een regeling van gedeeltelijke arbeid invoert, is het maximum aantal werkloosheidsdagen vastgesteld op vier wanneer het een wekelijkse regeling betreft.

Art. 7. Met toepassing van artikel 51, § 1, vijfde lid van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, moet de bij artikel 2, vierde lid bedoelde kennisgeving vermelden :

1° de datum waarop de volledige schorsing van de overeenkomst of de regeling van gedeeltelijke arbeid ingaat en de datum waarop die schorsing of die regeling een einde zal nemen;

2° de data waarop de werklieden werkloos zullen zijn.

Art. 8. Voor de toepassing van dit besluit wordt als arbeidsdag beschouwd, elke dag waarop overeenkomstig de in het arbeidsreglement vastgestelde arbeidstijdregeling normaal moet gewerkt worden.

Art. 9. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 25 mei 2011 en treedt buiten werking op 24 mei 2013.

Art. 10. De Minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 juni 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Werk en Gelijke Kansen,
belast met het Migratie- en asielbeleid,
Mevr. J. MILQUET

—
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 3 juli 1978,

Belgisch Staatsblad van 22 augustus 1978.

Wet van 29 december 1990,

Belgisch Staatsblad van 9 januari 1991.

Wet van 26 juni 1992,

Belgisch Staatsblad van 30 juni 1992.

Wet van 30 december 2001,

Belgisch Staatsblad van 31 december 2001.

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

F. 2011 — 1785

[2011/202736]

20 JUIN 2011. — Arrêté royal fixant, pour les blanchisseries, les lavoirs, les entreprises de repassage ainsi que les dépôts et "shops" s'occupant d'une ou de plusieurs activités de ce secteur d'activité, les conditions dans lesquelles le manque de travail résultant de causes économiques suspend l'exécution du contrat de travail d'ouvrier (CP 110) (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, l'article 51, § 1^{er}, remplacé par la loi du 30 décembre 2001 et § 3, modifié par les lois de 29 décembre 1990 et 26 juin 1992;

Vu l'avis de la Commission paritaire pour l'entretien du textile, donné le 3 décembre 2010;

Considérant que la nature des services offerts par le secteur de l'entretien des textiles implique des délais de livraison courts, qu'en outre la demande de ces services est très variable et que ce secteur est à très grande intensité de main-d'œuvre;

Considérant qu'en raison de ces circonstances exceptionnelles pour certaines entreprises situées au littoral et dans les centres touristiques, ressortissant de la Commission paritaire pour l'entretien du textile, il est indispensable que le régime de travail à temps réduit, qui comporte au moins un jour de travail par semaine, soit instauré pour une durée supérieure à trois mois;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

N. 2011 — 1785

[2011/202736]

20 JUNI 2011. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het gebrek aan werk wegens economische oorzaken de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor werklieden schorst voor de witwasserijen, de zelfwasserijen, de strijkondernemingen, en voor de depots en "shops" die zich met één of meer bedrijvigheden van voornoemde bedrijfssector bezighouden (PC 110) (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, artikel 51, § 1, vervangen bij de wet van 30 december 2001 en § 3, gewijzigd bij de wetten van 29 december 1990 en 26 juni 1992;

Gelet op het advies van het Paritair Comité voor de textielverzorging, gegeven op 3 december 2010;

Overwegende dat de aard van de diensten aangeboden door de textielverzorgingssector inhoudt dat de leveringstermijnen kort zijn, dat bovendien de vraag naar deze diensten zeer variabel is en dat deze sector zeer personeelsintensief is;

Overwegende dat de regeling van gedeeltelijke arbeid, die ten minste één arbeidsdag per week omvat, ten gevolge van deze uitzonderlijke omstandigheden voor sommige in de kuststreek en in de toeristische centra gelegen ondernemingen, die onder het Paritair Comité voor de textielverzorging ressorteren, onvermijdelijk voor een langere duur dan drie maanden moet ingevoerd worden;

Vu l'avis 49.172/1 du Conseil d'État, donné le 27 janvier 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux employeurs et aux ouvriers des blanchisseries, des lavoirs, des entreprises de repassage ainsi que des dépôts et "shops" s'occupant d'une ou de plusieurs activités relevant de ce secteur d'activité.

Art. 2. En cas de manque total ou partiel de travail résultant de causes économiques, l'exécution du contrat de travail d'ouvrier peut être suspendue ou un régime de travail à temps réduit peut être instauré à partir du premier jour de travail suivant celui de la notification.

L'employeur ne peut faire usage de ce régime que seize fois par année.

Les entreprises liées par la convention collective de travail du 9 mars 1983 conclue au sein de la Commission paritaire des blanchisseries et des entreprises de teinturerie et dégraissage concernant l'utilisation de la modération salariale complémentaire pour l'emploi, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1983, peuvent faire usage de cette dérogation vingt fois par an.

La notification s'effectue, soit par voie d'affichage d'un avis à un endroit apparent dans les locaux de l'entreprise, soit par remise d'une notification écrite individuelle aux ouvriers mis en chômage.

La notification individuelle doit être contresignée par ces derniers.

Suivant le cas, cette notification indique soit les nom, prénoms et adresse des ouvriers mis en chômage, soit les départements ou sections de l'entreprise, soit les catégories professionnelles dont l'activité sera suspendue ou réduite.

Art. 3. En cas de manque total de travail touchant soit la totalité de l'entreprise, soit un département de celle-ci, soit une ou plusieurs catégories professionnelles, la suspension ne peut, en aucun cas, se prolonger au-delà de six jours de travail consécutifs, interrompus ou non par un dimanche, un jour férié ou tout autre jour habituel d'inactivité.

Art. 4. Lorsqu'en cas de manque partiel de travail, l'employeur instaure un régime de travail à temps réduit, ce régime doit être organisé de la façon suivante :

1^o soit par l'occupation de la totalité du personnel de l'entreprise, du département ou de la (ou des) catégorie(s) professionnelle(s) intéressée(s) :

a) soit pendant au moins trois jours de travail par semaine ou une semaine de travail sur deux semaines;

b) soit pendant au moins un jour de travail et moins de trois jours de travail par semaine;

2^o soit par un régime de roulement qui consiste en la répartition équitable des jours de travail, comme mentionnée sous 1^o, entre les ouvriers de toute l'entreprise, du département ou de la (ou des) catégorie(s) professionnelle(s) intéressée(s).

Art. 5. Sans préjudice des dispositions de l'article 2, alinéa 2 :

1^o le régime de travail à temps réduit visé à l'article 4, 1^o, a) peut être instauré pour une durée indéterminée;

2^o le régime de travail à temps réduit visé à l'article 4, 1^o, b), ne peut être instauré que pour une durée de trois mois au maximum, sauf dans la région du littoral et dans les centres touristiques où ce régime peut être instauré pour une durée de quatre mois au maximum.

Pour l'application du présent article, il faut entendre, par la région du littoral : les communes qui ne sont pas situées à plus de cinq kilomètres de la côte.

Sont considérées comme centres touristiques, les localités qui remplissent au moins deux des conditions suivantes :

a) les localités où la plupart des hôtels sont fermés pendant au moins six mois par an;

b) les localités où le nombre de résidents augmente notablement à certaines époques de l'année;

c) les localités où le personnel engagé dans l'industrie hôtelière augmente dans de fortes proportions à certaines époques de l'année.

Gelet op advies 49.172/1 van de Raad van State, gegeven op 27 januari 2011, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de werkgevers en op de werklieden van de witwasserijen, de zelfwasserijen, de strijkondernemingen, en van de depots en "shops", die zich met één of meer bedrijvigheden van voornoemde bedrijfssector bezighouden.

Art. 2. Bij volledig of gedeeltelijk gebrek aan werk wegens economische oorzaken, mag de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor werklieden worden geschorst, of mag een regeling van gedeeltelijke arbeid worden ingevoerd, vanaf de eerste arbeidsdag volgend op die van de kennisgeving.

Van deze regeling mag de werkgever slechts zestien maal per jaar gebruik maken.

De ondernemingen, die gebonden zijn door de collectieve arbeidsovereenkomst van 9 maart 1983, gesloten in het Paritair Comité voor het wasserij-, ververij- en ontvettingsbedrijf, betreffende de aanwending van de bijkomende loonmatiging voor de tewerkstelling, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 1 juli 1983, mogen twintig maal per jaar van deze afwijking gebruik maken.

Deze kennisgeving geschiedt door aanplakking van een bericht op een goed zichtbare plaats in de lokalen van de onderneming, ofwel door overhandiging van een individuele schriftelijke kennisgeving aan de werkloos gestelde werklieden.

De individuele kennisgeving moet door hen ondertekend worden.

Naargelang van het geval, vermeldt de kennisgeving, ofwel de naam, voornamen en het adres van de werkloos gestelde werklieden, ofwel de afdelingen of secties van de onderneming, ofwel de beroeps categorieën waarvan de bedrijvigheid wordt geschorst of beperkt.

Art. 3. Bij volledig gebrek aan werk dat ofwel de gehele onderneming ofwel een afdeling ervan, ofwel één of meer beroeps categorieën betreft, mag de schorsing in geen geval langer duren dan zes opeenvolgende arbeidsdagen al dan niet onderbroken door een zondag, een feestdag of elke andere gewone inactiviteitsdag.

Art. 4. Wanneer de werkgever, bij gedeeltelijk gebrek aan werk, een regeling van gedeeltelijke arbeid invoert, dient deze regeling als volgt ingericht :

1^o ofwel door de tewerkstelling van het gehele personeel van de onderneming, van de afdeling of van de betrokken beroeps categorie(ën) gedurende :

a) ofwel ten minste drie arbeidsdagen per week of één arbeidsweek per twee weken;

b) ofwel ten minste één arbeidsdag en minder dan drie arbeidsdagen per week;

2^o ofwel door een beurtregeling waarbij de arbeidsdagen, zoals onder 1^o vermeld, op een billijke wijze wordt verdeeld, onder de werklieden van de gehele onderneming, van de afdeling of van de betrokken beroeps categorie(ën).

Art. 5. Onverminderd de bepalingen van artikel 2, tweede lid, kan :

1^o de bij artikel 4, 1^o, a), bedoelde regeling van gedeeltelijke arbeid voor een onbepaalde duur worden ingevoerd;

2^o de bij artikel 4, 1^o, b), bedoelde regeling van gedeeltelijke arbeid, slechts voor een duur van ten hoogste drie maanden worden ingevoerd, behalve in de kuststreek en in de toeristische centra, waar deze regeling voor een duur van ten hoogste vier maanden kan worden ingevoerd.

Voor de toepassing van dit artikel wordt onder kuststreek verstaan, de gemeenten die niet verder dan vijf kilometer van de kust gelegen zijn.

Als toeristische centra worden beschouwd, de plaatsen die aan ten minste twee van de volgende voorwaarden voldoen :

a) de plaatsen waar de meeste hotels gedurende ten minste zes maanden per jaar gesloten zijn;

b) de plaatsen waar het aantal verblijfhouders op sommige tijdstippen van het jaar in aanzienlijke mate toeneemt;

c) de plaatsen waar het in het hotelbedrijf tewerkgesteld personeel op sommige tijdstippen van het jaar sterk toeneemt.

Art. 6. Lorsqu'en cas de manque partiel de travail, l'employeur instaure un régime de travail à temps réduit, le nombre maximal de journées de chômage est fixé à quatre quand il s'agit d'un régime hebdomadaire.

Art. 7. En application de l'article 51, § 1^{er}, alinéa 5, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, la notification visée à l'article 2, alinéa 4, doit mentionner :

1° la date à laquelle la suspension totale de l'exécution du contrat ou le régime de travail à temps réduit prendra cours et la date à laquelle cette suspension ou ce régime prendra fin;

2° les dates auxquelles les ouvriers seront en chômage.

Art. 8. Pour l'application du présent arrêté, est considéré comme jour de travail chaque jour pendant lequel on doit travailler normalement, conformément au régime de travail fixé au règlement de travail.

Art. 9. Le présent arrêté produit ses effets le 25 mai 2011 et cesse d'être en vigueur le 24 mai 2013.

Art. 10. Le Ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 juin 2011.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre
et Ministre de l'Emploi et de l'Egalité des chances,
chargée de la Politique de migration et d'asile,
Mme J. MILQUET

Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 3 juillet 1978,

Moniteur belge du 22 août 1978.

Loi du 29 décembre 1990,

Moniteur belge du 9 janvier 1991.

Loi du 26 juin 1992,

Moniteur belge du 30 juin 1992.

Loi du 30 décembre 2001,

Moniteur belge du 31 décembre 2001.

Art. 6. Wanneer de werkgever, bij gedeeltelijk gebrek aan werk, een regeling van gedeeltelijke arbeid invoert, is het maximum aantal werkloosheidsdagen vastgesteld op vier wanneer het een wekelijkse regeling betreft.

Art. 7. Met toepassing van artikel 51, § 1, vijfde lid, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, moet de bij artikel 2, vierde lid bedoelde kennisgeving vermelden :

1° de datum waarop de volledige schorsing van de overeenkomst of de regeling van gedeeltelijke arbeid ingaat en de datum waarop die schorsing of die regeling een einde zal nemen;

2° de data waarop de werklieden werkloos zullen zijn.

Art. 8. Voor de toepassing van dit besluit wordt als arbeidsdag beschouwd, elke dag waarop overeenkomstig de in het arbeidsreglement vastgestelde arbeidstijdregeling normaal moet gewerkt worden.

Art. 9. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 25 mei 2011 en treedt buiten werking op 24 mei 2013.

Art. 10. De Minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 juni 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Werk en Gelijke Kansen,
belast met het Migratie- en asielbeleid,
Mevr. J. MILQUET

Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 3 juli 1978,

Belgisch Staatsblad van 22 augustus 1978.

Wet van 29 december 1990,

Belgisch Staatsblad van 9 januari 1991.

Wet van 26 juni 1992,

Belgisch Staatsblad van 30 juni 1992.

Wet van 30 december 2001,

Belgisch Staatsblad van 31 december 2001.

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

VLAAMSE OVERHEID

N. 2011 — 1786

[C — 2011/35547]

1 JULI 2011. — Besluit van de Vlaamse Regering tot wijziging van het besluit van de Vlaamse Regering van 26 maart 2010 tot vaststelling van de tarieven van het loodsgeld, loodsvergoedingen voor loodsverrichtingen in de loodsvaarwateren en andere kosten

De Vlaamse Regering,

Gelet op het Scheldereglement, artikel 24, eerste lid, gewijzigd bij het verdrag, gesloten tussen het Koninkrijk der Nederlanden en het Vlaamse Gewest, inzake de beëindiging van de onderlinge koppeling van de loodsgeldtarieven, ondertekend in Middelburg op 21 december 2005, en goedgekeurd bij het decreet van 9 maart 2007;

Gelet op het decreet van 19 april 1995 betreffende de organisatie en de werking van de loodsdienst van het Vlaamse Gewest en betreffende de brevetten van havenloods en bootman, artikel 12, 13, 15, gewijzigd bij het decreet van 16 juni 2006, en artikel 17;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Regering van 26 maart 2010 tot vaststelling van de tarieven van het loodsgeld, loodsvergoedingen voor loodsverrichtingen in de loodsvaarwateren en andere kosten;

Gelet op het akkoord van de Vlaamse minister, bevoegd voor de begroting, gegeven op 1 juli 2011;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;